

Bilan association ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial	660		660	660	
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 333	1 333			
Autres immobilisations corporelles	9 644	7 763	1 880	2 769	- 889
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées	1 000		1 000	1 000	
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	1 920		1 920	1 920	
TOTAL (I)	14 557	9 096	5 460	6 349	- 889
Actif circulant					
Stocks et en-cours	75 436	62 979	12 457	8 579	3 878
Avances et acomptes versés sur commandes	770		770		770
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	219 005	156	218 849	109 340	109 509
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	10 946		10 946	65 248	- 54 302
Valeurs mobilières de placement	150 150		150 150	150 150	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	175 243		175 243	207 717	- 32 474
Charges constatées d'avance	1 315		1 315	2 173	- 858
TOTAL (II)	632 865	63 135	569 731	543 207	26 524
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	647 422	72 231	575 191	549 556	25 635

Bilan association ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	244 073	189 560	54 513
. Autres	29 113	32 377	- 3 264
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	61 005	54 513	6 492
Situation nette (sous total)	334 191	276 451	57 740
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	334 191	276 451	57 740
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques	11 229	22 200	- 10 971
Provisions pour charges	5 168	6 372	- 1 204
TOTAL (III)	16 397	28 572	- 12 175
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 722	43 448	8 274
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	69 630	67 182	2 448
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	102 573	133 903	- 31 330
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	679		679
TOTAL (IV)	224 604	244 534	- 19 930
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	575 191	549 556	25 635
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	372 665	372 963	- 298	-0,08
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	1 364	822	542	65,94
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de services	88 880	94 201	- 5 321	-5,65
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	67 500	67 500		0,00
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	500		500	N/S
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	76 802	68 441	8 361	12,22
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	4	1 017	- 1 013	-99,61
Total des produits d'exploitation (I)	607 715	604 944	2 771	0,46
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	3 639	13 371	- 9 732	-72,78
Variations stocks	-5 528	-6 123	595	9,72
Autres achats et charges externes	260 951	245 460	15 491	6,31
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	2 374	2 525	- 151	-5,98
Salaires et traitements	165 125	166 459	- 1 334	-0,80
Charges sociales	70 262	69 204	1 058	1,53
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	64 285	62 690	1 595	2,54
Dotations aux provisions	11 229		11 229	N/S
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	726	355	371	104,51
Total des charges d'exploitation (II)	573 064	553 943	19 121	3,45
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	34 651	51 001	- 16 350	-32,06
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	3 882	3 313	569	17,17
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	3 882	3 313	569	17,17
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	3 882	3 313	569	17,17

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	38 533	54 314	- 15 781	-29,06
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges	23 404	994	22 410	N/S
Total des produits exceptionnels (V)	23 404	994	22 410	N/S
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		0		
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)		0		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	23 404	994	22 410	N/S
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	932	795	137	17,23
Total des produits (I + III + IV)	635 001	609 251	25 750	4,23
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	573 996	554 738	19 258	3,47
EXCEDENT OU DEFICIT	61 005	54 513	6 492	11,91
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

ANNEXE

Préambule

L'objet social de l'entité est le suivant :

- de regrouper les syndicats des professionnels des travaux publics, des paysagistes et des activités annexes
- d'assurer la représentation et la défense des intérêts généraux et particuliers des professionnels du secteur des travaux public, paysagistes ou activités annexes et en particulier de l'artisanat,
- de soutenir leurs revendications auprès des pouvoirs publics
- de mener toutes actions susceptibles de sauvegarder et défendre leurs intérêts professionnels économiques, sociaux, fiscaux, juridiques et moraux.

Depuis 2017 la cnatp a été déclarée représentative pour les deux branches Travaux Publics et Paysage.

Informations économiques, juridiques, sociales, fiscales à travers notre journal bimestriel

Soutien de nos adhérents grâce à l'implication du personnel de la cnatp

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les modes de financement de l'association sont les suivants :

- Cotisations appelées auprès de nos adhérents
- Subvention d'exploitation versée par un partenaire
- Abonnements à notre journal d'information

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 575 191,14 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 61 004,64 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 27/03/2025 par les dirigeants.

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

...Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

Principes, règles et méthodes comptables

Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Actifs incorporels, corporels et financiers inaliénables

Autres immobilisations incorporelles

Fonds commercial

La marque a été acquise pour un montant de 660 €.

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2015-06, l'association a considéré que son fonds commercial a une durée d'utilisation illimitée et n'est donc pas amorti.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement ou à leur coût de production comprenant le coût d'acquisition des matières consommées, les charges directes et indirectes de production ou à leur valeur vénale.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations non décomposables

L'association a fait le choix d'appliquer les mesures de simplification propres aux PME et qui consistent essentiellement dans le maintien de la durée d'usage et du mode d'amortissement pour les immobilisations non décomposables.

Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode " premier entré, premier sorti ".

Les stocks sont évalués suivant la méthode du " coût unitaire moyen pondéré ".

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition composé du prix d'achat et des frais accessoires d'achat, sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement.

Les produits fabriqués et en-cours sont valorisés au coût de production comprenant le coût d'acquisition des matières consommées et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Les produits fabriqués et en-cours sont valorisés au prix de vente hors taxes, diminué d'un abattement suivant le degré d'avancement des travaux.

Une dépréciation est effectuée sur les produits dont le prix de revient calculé est supérieur au cours du jour ou à la valeur probable de réalisation.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Notes sur le bilan actif

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	11 520		10 860	660
Immobilisations corporelles	16 373	418	5 815	10 977
Immobilisations financières	2 920			2 920
TOTAL	30 813	418	16 674	14 557

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles	10 860		10 860	
TOTAL II				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	7 147		5 815	1 333
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	427			427
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	6 030	1 307		7 337
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	13 604	1 307	5 815	9 096
TOTAL GENERAL (I+II+III)	24 464	1 307	16 674	9 096

Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.

Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.

Eléments constitutifs du fonds commercial

Le fonds commercial est constitué d'une marque Qualipluie

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	69 908	5 528		75 436
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	69 908	5 528		75 436

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	219 619	219 619	
Autres créances	10 946	10 946	
Charges constatées d'avance	1 315	1 315	
TOTAL	231 880	231 880	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	186 014
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	8 293
TOTAL	194 307

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours	61 329	62 979	61 329	62 979
Comptes de tiers				
Comptes financiers				
TOTAL	61 329	62 979	61 329	62 979

Notes sur le bilan passif

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	221 938	54 513			273 186
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	54 513				61 005
Dont générosité du public					
Situation nette	276 451	54 513			334 191
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	276 451	54 513			334 191
TOTAL dont générosité du public					

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	51 722	51 722		
Dettes fiscales et sociales	69 630	69 630		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	102 497	102 497		
Produits constatés d'avance	679	679		
TOTAL	224 528	224 528		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	19 953
Dettes fiscales et sociales	36 378
Autres dettes	
TOTAL	56 331

Notes sur le compte de résultat

Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur appel annuel.

Transfert de charges

Le 18 décembre 2018 une convention entre la CNATP et le fonds pour le financement du dialogue a été conclue.

La CNATP reconnue représentative de branche est à ce titre éligible à percevoir les crédits du Fonds paritaire national pour contribuer au financement des missions paritaires.

Cette convention a été renouvelée pour une durée limitée de l'exercice 2022 et jusqu'au 31 décembre 2025, correspondant au cycle électoral relatif à la mesure de représentativité syndicale et patronale qui s'était déroulée sur l'année 2017 et renouvelé en 2021. A ce titre la CNATP chaque année une dotation est perçue en vue de contribuer au financement du dialogue social.

Les crédits utilisés font l'objet d'une justification, de même les crédits non engagés sont à rembourser à l'organisme financeur.

Autres informations

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 5 168 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : Turn over faible
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1 %
- le taux d'actualisation retenu : 3.35 %
- le taux moyen des charges sociales : 40 %
- La table de mortalité est 88/90

Monsieur Sylvain DECHARNIA

Commissaire aux comptes

Inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes d'Orléans

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

CNATP

Chambre Nationale de L'Artisanat des Travaux Publics, des
Paysagistes et des activités annexes
Fédération de syndicats régie par la loi du 21 mars 1884
Siège social : 2 bis Rue Béranger – 75003 PARIS



Madame, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale Extraordinaire du 19 novembre 2015, et renouveler depuis l'assemblée générale annuelle du 31 mars 2022, pour une durée de six exercices, commençant à compter de l'exercice clos au 31 décembre 2021 et se terminant après l'émission de mon rapport pour les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2026.

Je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024 sur :

- ↳ Le contrôle des comptes annuels de l'association CNATP, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- ↳ La justification de mes appréciations,
- ↳ Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collecté sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 jusqu'à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justifications des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les éléments suivants :

Les stocks de fournitures figurant au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024, pour un montant brut de 75 436 € concernent de la documentation professionnelle qui ont fait l'objet d'une dépréciation d'un montant de 62 979 €, et ont donc une valeur nette à l'actif des comptes annuels clos au 31 décembre 2024 d'un montant de 12 457 €.

Une provision pour départ à la retraite qui a été constituée pour la 1^{ère} fois lors de l'exercice clos le 31 décembre 2012, et dont le principe comptable a été maintenu sur les exercices suivants.

Cette provision s'élève à un montant de 5 168 euros au 31 décembre 2024.

A ce sujet, le conseil d'administration a expliqué dans l'annexe aux comptes annuels la méthode de calcul de cette provision ainsi que son mode de comptabilisation.

Une procédure judiciaire est en cours, via un litige intenté par la Fédération Générale Force Ouvrière.

Une décision judiciaire avait été rendue par la Cour d'Appel de Paris en date du 06 juillet 2023, et le demandeur la Fédération Générale Force Ouvrière avait exercé, en date du 09 janvier 2024, un pourvoi en cassation pour tenter d'attaquer le jugement rendu par la Cour d'Appel de Paris.

La procédure devrait être terminée, aussi la provision d'un montant de 22 200 € a été reprise sur l'exercice clos au 31 décembre 2024 dans le cadre de ce litige.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion, sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Les organisations syndicales et professionnelles relevant des dispositions du Code du Travail ne sont pas soumises d'établir un rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels



Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Parçay-Meslay, le 17 mars 2025



*Monsieur Sylvain DECHARNIA
Commissaire au Comptes
Inscrit près de la Cour d'Appel d'Orléans.*

